Le Club de Mediapart
Participez au débat

La rédaction de Mediapart

Retrouvez ici les actualités de la rédaction de Mediapart.

Journaliste à Mediapart

BILLET DE BLOG 26 JANV. 2023

TotalEnergies met en garde Mediapart

À quelques jours de notre journée spéciale TotalEnergies, samedi 28 janvier, à la Cité Fertile de Pantin, le directeur de la communication du groupe pétrolier nous écrit afin de nous « mettre en garde » sur les propos que pourraient tenir les participant·e·s aux débats, en précisant ne pas s'interdire des suites judiciaires.

Fondée sur notre travail d'information, auquel renvoie sa page de présentation avec des enquêtes qui ne font l'objet d'aucune poursuite du groupe pétrolier, la journée spéciale TotalEnergies qu'organise Mediapart, samedi 28 janvier, sera articulée autour de plusieurs tables rondes, de projections d'un documentaire, d'installations artistiques et d'échanges avec le public.

Son actualité est une évidence, que nous avons résumée en ces termes : « *TotalEnergies sait que ses activités sont nocives pour le climat depuis 1971. Pourtant, le géant pétrolier continue d'émettre autant de gaz à effet de serre que l'ensemble des Français·es. Et en pleine crise énergétique, TotalEnergies a récemment annoncé un bénéfice record de 14 milliards d'euros.* »

Plus urgentes et vitales que jamais, les questions qui seront débattues sont d'un intérêt public majeur face au dérèglement climatique. Nous avons évidemment sollicité, avec insistance, TotalEnergies pour qu'il participe à cette journée, réponde aux interpellations et défende ses positions. Le géant pétrolier a décliné notre invitation.

Au lieu de quoi, Edwy Plenel, directeur de publication de Mediapart, a reçu, mercredi 25 janvier, un courriel annonçant une lettre recommandée avec Accusé/Réception. Sous couvert d'une mise en garde, c'est une lettre qui menace de représailles judiciaires les participant·e·s à cette journée ainsi que son organisateur, Mediapart.

Signé du directeur de la communication de TotalEnergies, Damien Rebourg, ce courrier nous met en garde préventivement sur « *toutes accusations à caractère diffamatoire qui pourraient être tenues par les participants à l'occasion de cette journée de "débats" et pour lesquelles TotalEnergies ne s'interdira pas de réserver des suites judiciaires* ».

Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à venir se rendre compte par eux-mêmes de ce qu'il en sera, samedi 28 janvier, de 12h30 à 18h30, à la Cité Fertile de Pantin. L'entrée est libre et gratuite.

Dans cette attente, nous publions in extenso cette étonnante et, à tout le moins, inhabituelle lettre de mise en garde d'une multinationale avant un débat écologique citoyen. La voici :

Monsieur,

Dans la perspective de la Journée « Total » que votre journal organise à la Cité Fertile de Pantin le 28 janvier prochain, TotalEnergies vous a indiqué ne pas souhaiter participer aux tables rondes car elle estime que la présentation des thématiques choisies n'encourage en rien l'installation d'un débat serein et contradictoire mais relève plutôt d'un tribunal médiatique que votre journal se plait régulièrement à convoquer lorsqu'il s'agit d'évoquer les activités de TotalEnergies.

Ouverte par principe au dialogue et à la transparence, TotalEnergies s'attache toujours à apporter la contradiction aux allégations non fondées et aux faits non vérifiés mais n'entend pas cette fois jouer le rôle de bouc émissaire face à une assemblée dont le dénigrement de TotalEnergies est le fonds de commerce.

Nous souhaitons par conséquent vous mettre en garde à propos de toutes accusations à caractère diffamatoire qui pourraient être tenues par les participants à l'occasion de cette journée de "débats" et pour lesquelles TotalEnergies ne s'interdira pas de réserver des suites judiciaires.

Nous souhaitons en particulier attirer votre attention sur les allégations nombreuses auxquelles la présence de TotalEnergies en Russie a donné lieu en 2022, culminant dans des accusations de complicité pour crime de guerre relayées par le journal Le Monde ***et une plainte de deux associations, ces accusations ayant été écartées sans équivoque par le Parquet national antiterroriste qui a classé la plainte comme étant manifestement infondée.***

Nous relevons également que le développement par les filiales de TotalEnergie des projets Tiolenga et Eacop, en Ouganda et Tanzanie, donne régulièrement lieu à l'utilisation de chiffres aussi inflatés qu'imprécis et mensongers, mélangeant allègrement les notions de "population déplacée", "foyers impactés" ou "foyers expropriés". Nous vous invitions à retrouver les chiffres et intitulés exacts dans les différents communiqués de presse ou les interventions publiques de TotalEnergies qui ont déjà été communiqués à l'essentiel des intervenants que vous avez conviés dans le cadre des controverses ou procédures qu'ils ont initiées et auxquelles nous avons répondu.

Dans le même ordre d'idées, TotalEnergies rejette toutes les allégations de financement de guerres civiles ou d'utilisation de travail forcé qui sont régulièrement brandies, qui ne correspondent à aucune réalité et pour lesquelles aucune démonstration concrète n'est jamais avancée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. »

Fin de la « mise en garde » et rendez-vous samedi. Venez nombreux !

La journée Total de Mediapart